



Assemblée générale

Distr. générale
24 février 2017
Français
Original : anglais

[Start1]

Conseil des droits de l'homme

Groupe de travail sur l'Examen périodique universel

Vingt-septième session

1^{er}-12 mai 2017

Rapport national soumis conformément au paragraphe 5 de l'annexe à la résolution 16/21 du Conseil des droits de l'homme*

Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

* Le présent document est reproduit tel qu'il a été reçu. Il n'est pas l'expression de l'opinion du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies.



Abréviations

| | |
|-------|--|
| CEDH | Cour européenne des droits de l’homme du Conseil de l’Europe |
| EPU | Examen périodique universel |
| NHS | National Health Service |
| OIT | Organisation internationale du Travail |
| ONU | Organisation des Nations Unies |
| PIDCP | Pacte international relatif aux droits civils et politiques |
| UE | Union européenne |

I. Introduction

1. Le Royaume-Uni se félicite du troisième Examen périodique universel (EPU) et du bilan qu'il a dressé de la situation des droits de l'homme dans le pays. L'EPU est un processus constructif permettant aux États d'apprendre les uns des autres pour protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales. Le Royaume-Uni y reste pleinement attaché, de même qu'à la promotion des droits de l'homme à l'échelle internationale.

2. Le 23 juin 2016, les Britanniques ont voté en faveur d'une sortie de l'Union européenne. Le Royaume-Uni restera néanmoins un allié, un ami et un partenaire commercial proches de ses voisins européens; une nation tournée vers l'extérieur, ouverte au commerce et attachée à la paix et à la sécurité; et un ardent partisan du système international fondé sur des règles. Rappelant la célébration en 2015 du 800^e anniversaire de la signature de la *Magna Carta*, il est déterminé à rester un acteur global majeur dans le domaine des droits de l'homme et à continuer de se conformer à ses obligations internationales en la matière. Il prendra aussi des mesures pour remédier aux atteintes à ces droits. Comme le Premier ministre, Theresa May, l'a clairement indiqué dans son allocution devant l'Assemblée générale des Nations Unies, le 20 septembre 2016, il convient à cet effet de collaborer avec l'Organisation pour apporter une réponse globale aux migrations de masse, réduire les menaces que fait planer le terrorisme international, combattre l'esclavage moderne, défendre les droits des femmes et des filles et mettre un terme aux violences sexuelles dans les conflits.

3. Le Gouvernement britannique reste déterminé à réformer le dispositif national des droits de l'homme. Il examinera de manière plus approfondie la Charte des droits lorsque les modalités de sortie de l'Union Européenne seront connues et engagera de larges consultations sur ses propositions lorsqu'aura été pleinement évalué le nouveau contexte constitutionnel qui devrait voir le jour.

II. Méthodologie et processus de consultation

4. Le présent rapport complète les rapports périodiques¹ présentés par le Royaume-Uni depuis 2012 et donne une vue d'ensemble des principales évolutions survenues depuis l'EPU réalisé cette année-là et le rapport à mi-parcours de 2014.² Il contient des éléments d'information émanant de divers départements du Gouvernement britannique, des administrations décentralisées, des territoires d'outre-mer (par l'entremise du Ministère des affaires étrangères et du Commonwealth) et des territoires dépendant de la Couronne. La position du Royaume-Uni sur les recommandations de l'EPU de 2012 est précisée dans une annexe, à l'aide d'une classification simplifiée où les recommandations sont considérées soit comme acceptées (« supported »), soit comme prises en compte (« noted »).

5. Pour la préparation du présent rapport, le Gouvernement britannique et les administrations décentralisées ont consulté diverses organisations de la société civile et les institutions nationales des droits de l'homme. Ces consultations ont revêtu dans une large mesure la forme de réunions entre parties prenantes, qui ont eu lieu : à Londres, le 6 octobre 2016, à l'initiative du Gouvernement britannique; à Cardiff, le 21 octobre 2016, à l'initiative du Gouvernement du pays de Galles; et à Glasgow, le 27 octobre 2016, à l'initiative du Gouvernement écossais. L'Exécutif d'Irlande du Nord a tenu une série de réunions bilatérales avec diverses organisations dans le courant du mois d'octobre 2016. Les thèmes couverts dans le présent rapport témoignent dans une large mesure de cette mobilisation.

III. Cadre général de la protection et de la promotion des droits de l'homme et relatif à la lutte contre la discrimination

A. Acceptation des normes internationales relatives aux droits de l'homme

6. Le Royaume-Uni reste partie à sept³ instruments des Nations Unies relatifs aux droits de l'homme. Il continue en outre à s'acquitter de ses obligations au titre des protocoles optionnels qu'il a ratifiés.⁴ De plus, le Gouvernement britannique est en train d'examiner les réserves qu'il a émises dans les traités des Nations Unies à propos des territoires britanniques d'outre-mer; les réserves formulées à l'égard du Royaume-Uni et des dépendances de la Couronne seront analysées dans les rapports périodiques établis au titre de chaque traité.⁵

7. Le Gouvernement britannique a étudié sa position concernant l'acceptation du droit de recours individuel auprès de l'Organisation des Nations Unies en dehors du Protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes et du Protocole facultatif se rapportant à la Convention relative aux droits des personnes handicapées,⁶ et a conclu que les avantages de la procédure de communication restent difficiles à cerner. Le mécanisme des Nations Unies n'est pas un mécanisme d'appel, il ne permet pas d'annuler des décisions des tribunaux nationaux et ne peut donner lieu à une sentence exécutoire permettant le versement d'indemnités au requérant. Le Royaume-Uni étant partie à la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales du Conseil de l'Europe, les britanniques ont déjà accès à la procédure de requête auprès de la Cour européenne des droits de l'homme du Conseil de l'Europe. Selon l'Analyse statistique 2015 de la Cour, à la fin de 2015, 64 834 requêtes étaient examinées : seules 256 d'entre elles (environ 0,4 %) visaient le Royaume-Uni. A la même date, le Royaume-Uni était concerné par seulement 19 (0,2 %) des 10 652 arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme en attente devant le Comité des Ministres du Conseil de l'Europe.⁷

8. Le Gouvernement britannique a réfléchi à sa position à l'égard de la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées et de la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille.⁸ S'agissant de la première Convention, il estime que le cadre national actuel empêche déjà les arrestations arbitraires, interdit la torture et les traitements dégradants et oblige les services de sécurité et de renseignement à répondre de leurs actes. Quant à la seconde, les droits des travailleurs migrants sont déjà protégés, à son avis, par la législation nationale, y compris par la loi sur les droits de l'homme et la loi de 2010 sur l'égalité. Il a donc eu du mal à cerner les avantages d'une ratification de ces deux conventions.

9. Bien que les dispositions de chaque traité doivent être étudiées séparément, le Gouvernement britannique estime que les obligations internationales contractées en matière de droits de l'homme au titre des instruments de l'ONU ratifiés par le Royaume-Uni revêtent essentiellement un caractère territorial et n'ont aucune portée extraterritoriale.⁹ Quant à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, il a déclaré publiquement avoir l'intention de déroger à cette Convention avant d'engager des opérations militaires d'envergure à l'étranger, lorsque les circonstances précises de l'opération concernée le justifient. Toute dérogation devrait être motivée et ne serait admise que concernant certains articles de la Convention. Qu'une dérogation soit octroyée ou non, les forces armées

restent soumises à l'état de droit en toutes circonstances, y compris le droit pénal britannique et, le cas échéant, le droit des conflits armés.¹⁰ Dès lors, quelle que soit la région du monde dans laquelle il est allégué que des membres des forces armées ont commis une infraction dans l'exercice de leurs fonctions, une enquête sera réalisée, qui pourra donner lieu à des poursuites devant un tribunal militaire en application de la loi de 2006 sur les forces armées. En 2013, la Haute Cour a confirmé que l'Équipe chargée d'enquêter sur les allégations d'infractions commises en Iraq au cours d'une période antérieure et dont l'action doit compléter les enquêtes de la police militaire, satisfaisait à l'exigence d'indépendance imposée par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. Des statistiques sur la charge de travail de l'Équipe d'enquête sont régulièrement publiées sur le portail GOV.UK du Gouvernement britannique. L'Équipe espère finaliser ses travaux d'ici à 2019. L'opération Northmoor est une enquête distincte menée par la police militaire royale sur des allégations proférées en Afghanistan à l'encontre des forces armées. À ce jour,¹¹ 646 allégations ont été reçues et, sur ce total, 146¹² affaires ont soit été classées, soit ont fait l'objet d'une recommandation pour qu'il soit mis un terme à leur examen. Qui plus est, un juge de la Haute Cour à la retraite a été chargé d'enquêter sur les pertes iraqiennes afin de déterminer les circonstances de six décès; d'autres cas seront examinés. Quatre de ces affaires ont été closes et des rapports ont été publiés sur les conclusions.

10. Le Royaume-Uni a signé la Convention d'Istanbul en 2012.¹³ De nouvelles dispositions sur la juridiction extraterritoriale doivent faire l'objet d'une loi interne, dont la promulgation et l'application auront une incidence sur le calendrier de ratification de la Convention.

B. Cadre juridique de la protection et de la promotion des droits de l'homme et relatif à la lutte contre la discrimination au niveau national

11. Le cadre juridique de la protection et de la promotion des droits de l'homme et relatif à la lutte contre la discrimination au niveau national¹⁴ reste tel qu'énoncé dans le document de base de 2014¹⁵ et s'inspire en conséquence dans une large mesure de la loi sur les droits de l'homme ainsi que de la loi de 2010 sur l'égalité.

12. Il ressort d'une évaluation de 2015 de l'application de la loi de 2010 sur l'égalité que cette dernière a largement amélioré la protection contre la discrimination de tous les groupes visés. Il n'est actuellement pas prévu d'engager les travaux destinés à pallier les inégalités socioéconomiques prévus dans la première partie de la loi. Le Gouvernement britannique a l'intention de lancer une consultation publique afin de déterminer le moyen le plus efficace de légaliser l'interdiction de la discrimination fondée sur la caste.¹⁶

13. En Irlande du Nord, l'Accord de Stormont House de décembre 2014 prévoyait, entre autres, la création d'un Groupe des enquêtes historiques indépendant afin de faire avancer les enquêtes sur des cas notables de décès survenus lors du conflit.¹⁷ Le Gouvernement britannique a annoncé la mobilisation de 150 millions de livres supplémentaires pour aider les nouvelles institutions à surmonter les séquelles du passé de manière mesurée et adéquate. A la suite de l'accord *Fresh Start* (nouveau départ), signé en novembre 2015, un terrain d'entente a été trouvé en Irlande du Nord à propos des institutions chargées de solder l'héritage du conflit. Le Gouvernement britannique continuera de réfléchir avec les groupes de victimes, les parties et les autres intervenants en Irlande du Nord à une solution permettant de mettre en place les organes visés dans l'Accord de Stormont House. Il convient par ailleurs de noter qu'il est conscient de l'importance accordée aux droits de l'homme

dans l'Accord de Belfast d'avril 1998, qu'il reste déterminé à appliquer cet accord et qu'il est disposé à examiner les propositions visant à établir une Déclaration des droits pour l'Irlande du Nord sous réserve d'un consensus suffisant.

14. En Écosse, dans le Programme de gouvernement pour 2016-17 figure l'engagement d'intégrer les droits de l'homme et les objectifs de développement durable dans le Cadre de résultats national. En vertu de certaines obligations spécifiques en matière d'égalité, les Ministres écossais sont tenus de soumettre des propositions destinées à aider les autorités publiques à mieux s'acquitter de leur devoir d'égalité et à rendre compte des avancées dans ce domaine. Le Gouvernement écossais a mis en place le *Scottish National Equality Improvement Project* pour donner suite aux propositions des Ministres et s'est engagé à définir plus précisément en 2017 la mission socioéconomique des organismes publics.

IV. Progrès, meilleures pratiques, difficultés et contraintes

A. Droits civils et politiques

Lutte contre la violence à l'égard des femmes et des filles¹⁸

15. Le Gouvernement britannique a érigé en infractions le harcèlement criminel, le mariage forcé, la non-protection contre les mutilations génitales féminines et la diffusion d'images à caractère sexuel sans le consentement d'une personne (« revanche pornographique »). Il a en outre défini un nouveau délit de violence au sein de la famille recouvrant les comportements dominateurs ou contraignants dans une relation intime ou familiale, a introduit au niveau national des ordonnances de protection contre la violence familiale ainsi que le programme de divulgation de tels actes, a publié des ordonnances de protection contre les mutilations génitales féminines et instauré un devoir de dénonciation de ces mutilations, et a renforcé les mesures de prise en charge des délinquants sexuels ou des personnes risquant de commettre des agressions sexuelles. Les personnes exposées à la violence familiale peuvent solliciter une aide juridictionnelle civile, par exemple pour obtenir une ordonnance de non-harcèlement, une décision concernant l'occupation du logement ou une ordonnance de protection contre un mariage forcé ou contre des mutilations génitales féminines. Cette aide est aussi offerte pour certaines questions relevant du droit privé de la famille, notamment pour l'obtention d'une ordonnance relative à la garde d'un enfant dont les parents se séparent, s'il existe des preuves objectives de violence familiale ou de maltraitance.

16. L'Exécutif d'Irlande du Nord a publié en mars 2016 une stratégie sur sept ans pour lutter contre la violence et les abus intrafamiliaux et sexuels. La loi de 2003 contre les mutilations génitales féminines fait de ces pratiques une infraction pénale. La loi de 2015 sur les infractions graves prévoit des ordonnances de protection contre les mutilations génitales féminines. Les professionnels en matière de soins de santé et d'aide sociale se conforment aux lignes directrices applicables à la coopération interinstitutions dans la lutte contre les mutilations génitales féminines, publiées en juillet 2014. Le programme *Supporting People*, qui prévoit la mise à disposition de 13 refuges en Irlande du Nord, est doté d'un financement de plus de 4,6 millions de livres par an. Un service d'assistance téléphonique réservé aux cas de violence intrafamiliale et sexuelle est opérationnel 24 heures sur 24.

17. Le Gouvernement écossais prépare, pour adoption en cours d'année, une législation qui incriminerait la violence familiale et il met en œuvre *Equally Safe*, une stratégie de lutte contre toutes les formes de violence à l'égard des femmes et des filles. Aux termes de la loi de 2011 sur le mariage forcé (protection et juridiction), a été introduite une ordonnance civile de protection contre les mariages

forcés, dont la violation est constitutive d'une infraction pénale; de plus, la loi de 2014 sur les comportements antisociaux, la criminalité et la police incrimine le fait de contraindre une personne à se marier. En février 2016, le Plan d'action national de prévention et d'éradication des mutilations génitales féminines a été publié.

18. Au pays de Galles, la loi de 2015 sur la violence à l'égard des femmes, la violence intrafamiliale et les violences sexuelles vise à cibler l'action du secteur public sur la prévention de ces problèmes. Les autorités ont élaboré le Cadre de national de formation du pays de Galles sur la violence à l'égard des femmes et des filles.

Lutte contre la traite d'êtres humains et l'esclavage¹⁹

19. Le Gouvernement britannique a adopté la loi de 2015 sur l'esclavage moderne afin de lutter contre les formes contemporaines d'esclavage, notamment en introduisant une peine maximale de réclusion à perpétuité pour les auteurs de tels actes et en améliorant l'aide aux victimes et leur protection. Cette loi comprend des dispositions relatives à la transparence dans les chaînes d'approvisionnement pour les entreprises et à la désignation du Commissaire indépendant chargé de la lutte contre l'esclavage. Dans sa stratégie de 2014, le Royaume-Uni définit une méthode globale de lutte contre les formes contemporaines d'esclavage. En juillet 2016, le Premier ministre a annoncé qu'un nouveau groupe de travail serait chargé d'accélérer les progrès dans ce domaine et a fait part de son intention de consacrer, sur les financements pour le développement, 33,5 millions de livres sterling à la prévention de l'esclavage, et notamment d'allouer 11 millions de livres sterling à un fonds d'innovation destiné à promouvoir des stratégies nouvelles de lutte contre l'esclavage et 3 millions de livres sterling à un fonds de protection contre la traite d'enfants. Le Gouvernement britannique a également affecté 8,5 millions de livres à une réforme des modes d'intervention des forces de police face à ce crime complexe et multiforme. Il a aussi défendu avec succès la définition de la cible 7 de l'objectif de développement durable 8, sur l'élimination de l'esclavage moderne, et a ratifié le Protocole relatif à la Convention de l'Organisation internationale du Travail (OIT) sur le travail forcé.

20. En Irlande du Nord, la loi impose au Département de la justice de fournir, par le biais du *National Referral Mechanism*, un soutien et une assistance aux victimes potentielles de la traite d'êtres humains, y compris toutes les victimes de l'esclavage moderne. La loi de 2015 sur la justice pénale et l'aide aux victimes de la traite et de l'exploitation d'êtres humains améliore la protection des victimes ainsi que le soutien qui leur est apporté. Au titre du paragraphe 12 de cette loi, le Département de la justice doit élaborer une stratégie annuelle de lutte contre la traite d'êtres humains et l'esclavage moderne. Tous les enfants et les jeunes adultes présumés victimes de la traite doivent être considérés par le *Health and Social Care Trust* comme ayant besoin d'une assistance et d'une protection au sens de l'article 18 du décret de 1995 relatif à l'enfance.

21. En Écosse, la loi de 2015 sur la traite et l'exploitation d'êtres humains renforce la législation pénale sanctionnant ces actes, définit une peine maximale de réclusion à perpétuité pour leurs auteurs et améliore l'aide aux victimes, adultes ou enfants, et leur protection. Les enfants reçoivent une aide du système de protection de l'enfance et certains d'entre eux, dont la situation est particulièrement délicate, sont admis à bénéficier du soutien supplémentaire d'un tuteur spécialisé indépendant. Aux termes de la loi de 2014 relative aux victimes et aux témoins, la police écossaise doit conseiller aux victimes de crimes de se reporter au Code écossais pour les victimes, qui contient des informations relatives à leur indemnisation et est disponible en plusieurs langues. Pour certains cas de traite

d'êtres humains, l'accès à l'aide juridictionnelle n'est pas subordonné à la reconnaissance officielle du statut de victime.

22. Au pays de Galles, la loi de 2015 sur les violences à l'égard des femmes et les violences domestiques et sexuelles contient des dispositions visant à lutter contre les violences commises au nom de l'honneur, les mariages forcés et les mutilations génitales féminines. Le cadre national de formation sur la violence à l'égard des femmes et des filles, mis en place par le Gouvernement gallois, a instauré des normes de formation sur ces questions dans l'ensemble du service public du pays de Galles. Le *Wales Anti-Slavery Leadership Group* définit des orientations stratégiques pour lutter contre l'esclavage au pays de Galles.

Lutte contre la discrimination et les crimes inspirés par la haine²⁰

23. En 2016, le Gouvernement britannique a présenté un nouveau plan d'action de lutte contre les crimes inspirés par la haine. Les mesures de ce plan portent notamment sur l'éducation, la lutte contre les crimes inspirés par la haine dans les communautés, l'augmentation des signalements, l'amélioration des services aux victimes et aux témoins et une meilleure compréhension de ces crimes. Depuis avril 2017, toutes les forces de police doivent fournir des données désagrégées sur les crimes inspirés par la haine religieuse. Les statistiques indiquent que le nombre de crimes aggravés par des motivations raciales ou religieuses était en augmentation en juillet 2016 par rapport à l'année précédente. Il convient de souligner, toutefois, qu'il ne s'agit pas d'une hausse en valeur absolue, mais d'un phénomène dû très probablement à un ensemble de facteurs, dont une plus grande prévention policière, des signalements plus fréquents de témoins et une meilleure connaissance de la nature de ces crimes en raison d'une plus grande couverture médiatique. Dans certains cas, il s'est avéré que des infractions signalées comme des crimes inspirés par la haine n'avaient aucun caractère haineux.

24. L'Exécutif d'Irlande du Nord continue de prendre des mesures pour lutter contre les crimes inspirés par la haine dans le cadre de sa stratégie pour l'égalité raciale et marque des avancées dans les domaines pertinents de sa politique de promotion d'une société unie. Ces efforts répondent à la volonté de prendre en compte les problèmes de société plus larges qui finissent par conduire au sectarisme et aux crimes haineux. La stratégie de sécurité collective pour la période 2012-2017 du Département de la justice reflète la détermination de combattre toutes les formes de crimes inspirés par la haine au moyen d'activités de prévention, de sensibilisation et d'éducation et d'un soutien aux victimes et aux communautés touchées par ce problème. Le Département de la justice préside également un groupe interinstitutions appelé le *Hate Crime Delivery Group*.

25. Le Gouvernement écossais a investi plus de 100 millions de livres sterling depuis 2012 pour encourager l'égalité et lutter contre la discrimination. Il continue également de collaborer étroitement avec les organisations partenaires pour donner vie à son ambition d'Écosse unie. Chaque année, au moment de la présentation du budget, il publie un projet de budget tenant compte des questions d'égalité et a constitué un Groupe consultatif indépendant sur les crimes haineux, les préjugés et la cohésion sociale, qui a publié un rapport le 23 septembre 2016. Le Gouvernement écossais a accepté les recommandations de ce Groupe et s'efforce également d'améliorer la collecte de données pour mieux comprendre l'ampleur et la gravité du phénomène.

26. Au pays de Galles, un cadre d'action pour lutter contre les crimes et les incidents inspirés par la haine a été adopté en mai 2014. Ce cadre d'action, qui définit l'engagement du Gouvernement gallois de combattre les actes d'hostilité et les préjugés, comporte trois volets : la prévention, le soutien aux victimes et

l'amélioration de l'action interinstitutions. Depuis 2014, les autorités financent l'organisation *Victim Support Cymru* afin de permettre l'élaboration du rapport annuel sur les crimes inspirés par la haine et la continuité des activités de soutien.

Protection des droits de l'homme et lutte contre le terrorisme

Respect des droits de l'homme et mesures antiterroristes²¹

27. Le Gouvernement britannique estime que ses mesures de lutte contre le terrorisme sont conformes aux obligations internationales du pays en matière de droits de l'homme. La loi de 1998 sur les droits de l'homme exige que tous les textes de loi soient interprétés et appliqués, autant que faire se peut, d'une manière compatible avec les droits consacrés par la Convention européenne des droits de l'homme. En outre, toute action des pouvoirs publics contrevenant à ces droits est illégale, sauf lorsqu'elle est dictée par un acte du Parlement britannique ou qu'elle donne effet à une législation qui ne peut être interprétée de manière compatible avec les droits consacrés par la Convention. Le Groupe indépendant d'examen de la législation antiterroriste passe aussi régulièrement en revue la législation antiterroriste. Les directives officielles de la police sont sans équivoque et précisent que la race, la religion ou les croyances ne peuvent être considérées comme des motifs raisonnables de penser qu'une personne se livre à des activités terroristes et ne doivent en aucun cas être un motif d'appréhension, de fouille ou d'arrestation. Dans son rapport de septembre 2015, le Groupe indépendant a conclu que, d'après les statistiques, il n'y avait pas de discrimination raciale dans l'utilisation des pouvoirs conférés au titre de l'annexe 7 de la loi de 2000 sur le terrorisme (à savoir les pouvoirs d'arrêter, interroger et détenir).

28. Les mécanismes au titre desquels les services de sécurité et de renseignement britanniques peuvent être amenés à rendre des comptes restent efficaces. Il s'agit notamment de l'*Investigatory Powers Tribunal* et de l'*Intelligence and Security Committee of Parliament*. Le Tribunal est une juridiction indépendante qui connaît des affaires et des plaintes portant sur des actes d'intrusion illicites de la part d'organismes publics, y compris les services de sécurité et de renseignement. Il peut faire cesser des activités, annuler des autorisations, ordonner la destruction de documents et accorder une indemnisation. Le Comité parlementaire est constitué de membres des deux chambres du Parlement. Il contrôle les dépenses, les politiques et la gestion des services de sécurité et de renseignement. Le Gouvernement britannique collabore de façon constructive avec le Comité parlementaire pour assurer la publication du plus grand nombre possible de rapports établis par ce dernier.

29. La loi de 2013 sur la justice et la sécurité habilite les instances judiciaires supérieures du Royaume-Uni à appliquer une « procédure de confidentialité » pour les affaires civiles dans lesquelles sont en jeu des renseignements sensibles dont la divulgation porterait atteinte à la sécurité nationale.²² Cette procédure continue de présenter des garanties judiciaires solides et le Gouvernement britannique surveille de près son utilisation, en élaborant des rapports annuels publics qu'il présente au Parlement britannique. D'après les statistiques, la procédure de confidentialité n'a été appliquée que dans quelques rares cas ces trois dernières années.

Interpellations et fouilles²³

30. En août 2014, le Gouvernement britannique a lancé un programme pour favoriser des pratiques optimales en matière d'interpellations et de fouilles, en vertu duquel les forces de police sont tenues d'évaluer les conséquences de ces actes, particulièrement chez les jeunes et les groupes minoritaires ethniques. Des plaintes relatives à l'utilisation par la police de ses pouvoirs en matière d'interpellations et

de fouilles peuvent être déposées auprès de l'*Independent Police Complaints Commission*.

31. En Écosse, la police a mis un terme aux interpellations et fouilles de mineurs de moins de 12 ans qui ne répondaient pas aux conditions prévues par la loi. Le Gouvernement a également adopté des mesures visant à garantir la publication, par la police, de données désagrégées sur les pratiques d'interpellation et de fouille.

*Expulsion avec assurances*²⁴

32. Le Gouvernement britannique estime qu'il doit être en mesure d'expulser des ressortissants étrangers qui constituent une menace pour la sécurité nationale vers des pays où il existe des garanties vérifiables qu'ils ne seront pas torturés. Les juridictions du Royaume-Uni ainsi que la Cour européenne des droits de l'homme ont jugé que le recours aux assurances diplomatiques constituait une solution juridique appropriée pour éviter aux personnes expulsées d'être maltraitées. Des informations relatives aux mémorandums d'accord sur les expulsions avec assurances que le Royaume-Uni a conclus avec d'autres pays (à savoir l'Éthiopie, la Jordanie, le Liban, le Maroc et l'Algérie) sont en consultation libre sur le site Web du Gouvernement britannique.

Traitement des détenus²⁵

33. Les lieux de détention au Royaume-Uni continuent d'être surveillés de manière indépendante et régulière par les membres du *National Preventive Mechanism*, créé par le Royaume-Uni en application du Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants..

Angleterre et pays de Galles

34. En novembre 2016, le Gouvernement du Royaume-Uni a publié le projet sur la sécurité et la réforme pénitentiaires, qui expose les mesures qu'il prévoit de prendre pour assurer la sécurité dans les prisons et les réformer. Parmi ces mesures figurent l'apport de financements supplémentaires, la modification des modalités de fonctionnement, la mise en place d'un nouveau dispositif d'intervention d'urgence du Ministre de la justice et la création de nouveaux établissements. A la même date, les autorités ont conclu, après examen de la politique de prise en charge des délinquants transgenres, qu'il était à la fois plus sûr et plus efficace de prendre en compte l'identité sexuelle des intéressés, et non leur genre à la naissance, lorsqu'il s'agissait de prendre un certain nombre de décisions, concernant notamment leur incarcération avec des détenus hommes ou femmes. Depuis janvier 2016, un examen indépendant de la représentation des groupes minoritaires dans le système de justice pénale est également en cours. Des résultats sont attendus en 2017.

35. Les détenus continuent de se voir garantir des droits, comme la possibilité de consulter un avocat et de recevoir une aide en cas de troubles mentaux. Ils peuvent toutefois être mis à l'écart lorsque les circonstances l'imposent, par exemple pour maintenir l'ordre, ou lorsque leur incarcération dans des conditions habituelles présente des risques ou que les efforts pour maîtriser leur comportement dans des conditions habituelles ont été vains. Ils peuvent également être mis à l'écart au titre de mesures punitives d'isolement décidées suite à une infraction disciplinaire en vertu du règlement pénitentiaire. Il n'est recouru à l'isolement qu'en dernier recours et pour une durée aussi courte que possible. Les détenus placés à l'isolement continuent d'avoir la possibilité de se doucher, de passer des appels téléphoniques, de recevoir des visites et de pratiquer un exercice physique quotidien. Le personnel

pénitentiaire et les professionnels de santé procèdent à des contrôles de sécurité fréquents et réguliers des détenus en isolement, de jour comme de nuit.

36. Le Gouvernement britannique modernise son parc pénitentiaire pour diminuer la surpopulation carcérale et mieux lutter contre la récidive. D'autres mesures ont été prises pour faire diminuer le taux de récidive, comme celles visant, depuis le 1er février 2015, à assurer la surveillance dans la collectivité, de tous les délinquants ayant purgé une peine d'emprisonnement de courte durée. La plupart des détenus reçoivent également une assistance continue de l'administration pénitentiaire jusqu'à leur remise en liberté, par exemple l'aide ou les conseils nécessaires à l'obtention d'un logement, d'un emploi ou d'une formation.

37. Le Gouvernement britannique a confié à tous les centres de détention pour femmes une mission de réinsertion, favorisant l'incarcération près du domicile et toutes les activités propres à faciliter la réhabilitation compte tenu des situations individuelles. Il a également publié des directives actualisées sur la libération conditionnelle en vue de l'élaboration de rapports préalables à la sentence et de la présentation au tribunal de toutes les mesures non privatives de liberté. Dans ces rapports, on trouve entre autres une auto-évaluation dans laquelle les détenues doivent déclarer si elles ont la garde principale d'un ou plusieurs enfants et si elles ont été enceintes ou ont donné naissance au cours des six derniers mois. Les femmes enceintes et les mères de bébés de moins de 18 mois sont placées dans des quartiers qui leur sont réservés, où elles peuvent continuer de s'occuper de leur enfant lorsque c'est dans l'intérêt supérieur de celui-ci. Les bébés peuvent passer du temps en dehors de la prison avec des soignants habilités.

38. Le Gouvernement britannique maintient sa position sur l'âge minimum de la responsabilité pénale, à savoir que les enfants âgés de 10 ans sont capables de faire la différence entre un comportement répréhensible et une infraction grave et qu'il est juste qu'ils aient à répondre de leurs actes. Cependant, la détention de mineurs âgés de 10 à 17 ans reste une solution de derniers recours.

39. Au pays de Galles, la révision de 2016 du Code de bonnes pratiques relatif à la loi de 1983 sur la santé mentale fait expressément référence à l'engagement de réduire le recours à la garde à vue pour les enfants placés en détention en application de la loi sur la santé mentale, et à la nécessité de réaliser d'importants investissements dans les services de santé mentale de façon que les enfants détenus le soient dans des conditions sûres. En septembre 2015, le projet *Women's Pathfinder*, financé par le Gouvernement gallois, a été lancé pour fournir des services aux femmes confrontées au système de justice pénale au pays de Galles.

Irlande du Nord

40. La loi de 2015 sur la justice a porté modification des objectifs du système de justice pour mineurs afin de tenir pleinement compte du principe « d'intérêt supérieur de l'enfant », conformément à la Convention relative aux droits de l'enfant. Le recours à la détention provisoire pour les enfants a été une considération essentielle de l'étude menée sur la place de l'enfant dans le système judiciaire. Il n'y a pas de solution facile à ce problème, qui peut être imputé à de multiples causes, dont le retard dans le traitement des affaires, le manque de solutions d'accueil durables autres que les centres de détention et la nécessité de réviser la législation. On s'emploie à remédier à chacun de ces problèmes pour faire de la détention une solution de dernier recours.

Écosse

41. La population carcérale de l'Écosse se stabilise, après avoir enregistré une baisse continue ces dernières années. L'administration pénitentiaire écossaise continue d'investir dans la modernisation des prisons et de mettre en œuvre son programme de changement en profondeur, qui privilégie une approche axée sur les personnes et tenant compte des ressources, afin d'investir dans des services de réadaptation et de réintégration. Le Gouvernement écossais est résolu à limiter le recours aux peines d'emprisonnement de courte durée et à faire une place plus large à de strictes peines d'intérêt général.

42. Il a fait part de sa décision de construire une nouvelle prison nationale pour femmes sur le site de l'actuelle prison de Cornton Vale ainsi que de mettre en place jusqu'à cinq petites unités locales de détention. Il a également accordé des financements supplémentaires aux juridictions de justice de proximité pour développer les services de ce type accessibles aux femmes. La loi de 2016 sur la justice pénale contient une nouvelle disposition qui exige de l'administration pénitentiaire écossaise qu'elle demande aux détenus s'ils ont un ou des enfants à leur charge ou sous leur tutelle. Si tel est le cas, les intéressés devront donner des informations qui permettront à l'administration d'identifier le service chargé de désigner un référent pour l'enfant, comme le prévoit la loi de 2014 sur les mineurs.

43. Lorsqu'il envisage la possibilité de placer un enfant dans un hébergement sûr, un fonctionnaire en chef des services sociaux doit déterminer les objectifs d'un tel placement eu égard aux besoins de l'enfant et à son comportement, ainsi qu'à la capacité de l'établissement considéré de répondre à ces objectifs. Le placement dans un hébergement sûr vise à assurer la réadaptation de l'enfant et, si nécessaire, à protéger le public; il ne peut intervenir que si certaines conditions sont remplies. En Écosse, aucun mineur de moins de 16 ans n'est incarcéré. Les mineurs placés en milieu surveillé ne subissent jamais de mesures d'isolement.

44. Le 1er décembre 2016, le Gouvernement écossais a annoncé qu'il présenterait un projet de loi pendant la session parlementaire en cours pour relever l'âge minimum de la responsabilité pénale de 8 à 12 ans, en veillant à ce que des garanties appropriées soient en place en matière d'analyse des échantillons et de gestion des risques. L'âge minimum de la responsabilité pénale correspondra ainsi à l'âge minimum requis en Écosse pour faire l'objet de poursuites.

Accès à la justice

Angleterre et pays de Galles

45. La portée du système d'aide juridictionnelle en matière civile en Angleterre et au pays de Galles a été réformée en 2013, en application de la loi de 2012 sur l'aide juridictionnelle, les condamnations et les peines. Cette aide reste disponible dans les cas les plus graves, par exemple lorsque la vie ou la liberté d'un individu est menacée, ou lorsque des personnes risquent de perdre leur logement, sont victimes de violences domestiques ou pourraient voir leurs enfants placés en institution. En outre, un financement exceptionnel peut être accordé dans des affaires qui ne relèvent normalement pas du système d'aide juridictionnelle. Le requérant peut bénéficier d'un tel financement lorsque l'absence d'une telle aide constitue — ou risque de constituer — une violation des droits dont il jouit en vertu de la Convention européenne des droits de l'homme et du droit européen, sous réserve d'un examen de ses ressources et du bien-fondé de la demande. Lorsque des enfants réfugiés sollicitant une autorisation de séjour au Royaume-Uni sont des demandeurs d'asile, une aide juridictionnelle leur sera accordée dans les mêmes conditions. Dans d'autres dossiers d'immigration, un tuteur ou un conseiller pourrait être en

mesure d'aider le requérant à remplir des formulaires, de lui expliquer certains termes ou de lui apporter un soutien moral. Les services sociaux peuvent consulter un répertoire en ligne des prestataires de services juridiques, géré par la *Legal Aid Agency*, et assurer ainsi que les enfants non accompagnés ont accès aux services dont ils ont besoin. Le Gouvernement britannique s'est engagé à examiner les dispositions de la loi de 2012 sur l'aide juridictionnelle dans les 3 à 5 ans qui suivent leur entrée en application, c'est-à-dire d'ici à 2018. Le calendrier et les modalités détaillés de cet examen dépendront de l'évaluation, par les autorités, de la mesure dans laquelle les réformes ont atteint leur régime de croisière ainsi que des résultats des travaux de recherche et de collecte de données qu'elles et d'autres parties prenantes ont effectués sur les incidences de ces réformes. Les effets de chaque modification sont toujours suivis de près pour veiller à ce que les enfants aient accès à une aide juridictionnelle lorsqu'elle est nécessaire.

46. Le Gouvernement britannique garantit l'accès effectif aux cours et tribunaux grâce à un système de remboursement des frais à ceux qui ne disposent pas de moyens financiers suffisants, notamment les ménages vulnérables à faible revenu bénéficiant de certaines prestations sociales. En juin 2015, il a annoncé qu'il procéderait à un examen de l'introduction des frais à acquitter en cas de saisine des tribunaux du travail dans l'ensemble du Royaume-Uni. Cet examen, publié en janvier 2017, a permis d'étudier l'incidence de ces frais au regard des « caractéristiques protégées » par la loi de 2010 sur l'égalité. En novembre 2016, le Gouvernement britannique a annoncé un examen des coûts des procédures d'appel devant la Chambre de l'immigration et de l'asile, qui aura pour objectif de comparer ces coûts aux frais perçus par d'autres tribunaux et prendra en considération le financement de l'ensemble du système.

Écosse

47. En Écosse, l'aide juridictionnelle a toujours un vaste champ d'application et est fonction de la demande. Toutes les personnes qui remplissent les conditions requises y ont droit, y compris les enfants, qui peuvent en bénéficier dans les mêmes circonstances que les adultes, pour autant qu'ils soient en mesure de donner des instructions à un avocat. La loi de 2016 sur la justice pénale dispose que toute personne détenue dans un poste de police a le droit de s'entretenir en privé avec un avocat et d'être assistée par un avocat pendant son interrogatoire. Ce principe s'applique également aux personnes qui se présentent de leur plein gré pour être entendues lorsqu'elles sont soupçonnées d'avoir commis une infraction. Dans son programme de gouvernance pour 2015, le Gouvernement écossais s'est engagé à supprimer les frais à acquitter pour saisir un tribunal du travail, dès que les modalités de transfert des pouvoirs et responsabilités seront clairement définies.

B. Droits économiques, sociaux et culturels

Entreprises et droits de l'homme

48. Le Royaume-Uni a été le premier pays à élaborer un plan d'action national en septembre 2013, et à l'examiner et le mettre à jour en mai 2016. Le Gouvernement britannique a pris des mesures concrètes en faveur du respect des droits de l'homme dans les entreprises, notamment en promulguant la loi de 2015 sur les formes contemporaines d'esclavage, en apportant des modifications à la loi de 2006 sur les sociétés et en formulant des directives à l'intention de certains secteurs. Il continue par ailleurs d'encourager l'adoption des Principes directeurs des Nations Unies relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme ainsi que la collaboration entre les

pouvoirs publics, les entreprises et les organisations de la société civile en la matière.

49. L'Écosse s'est engagée, dans son plan d'action national pour les droits de l'homme, à élaborer un ensemble de mesures concertées pour donner effet aux Principes directeurs, en s'appuyant sur le plan d'action national du Royaume-Uni. Une évaluation nationale de référence a été publiée.

Réformes de la protection sociale²⁶

50. La loi de 2012 sur la réforme de la protection sociale et la loi de 2016 sur la réforme de la protection sociale et sur l'emploi sont les pièces maîtresses de la stratégie du Gouvernement britannique, qui cherche à assurer la clarté, l'équité et l'efficacité du système de sanctions en cas de fraude aux allocations. L'objectif est d'encourager les comportements positifs et de suivre en permanence l'application de cette stratégie pour veiller au respect des principes visés. La simplification et la réforme de la protection sociale passent, entre autres mesures, par l'introduction du « crédit universel » et le remplacement de six sources de soutien financier par un unique paiement mensuel aux personnes à faible revenu, qu'elles aient un emploi ou non. La stratégie incite ceux qui peuvent travailler, notamment en leur imposant des sanctions le cas échéant, à trouver et à conserver un emploi et à accroître leurs revenus plutôt qu'à dépendre des allocations. Elle exige seulement des personnes faisant valoir leurs droits qu'elles remplissent certains critères raisonnables devant les aider à se préparer à l'emploi ou à trouver un emploi. Ces critères, qui tiennent compte de la situation personnelle et des aptitudes de chacun, y compris l'état de santé, un éventuel handicap et les responsabilités familiales, sont clairement énoncés et convenus avec les intéressés.

Lutte contre la pauvreté²⁷

51. Combattre la pauvreté des enfants et les inégalités dont ils sont victimes et instaurer une véritable justice sociale sont une priorité pour le Gouvernement britannique. In fine, le travail est le meilleur moyen de sortir de la pauvreté et cette approche porte ses fruits, comme en témoigne le taux d'emploi record du Royaume-Uni. Par des dispositions de la loi de 2016 sur la réforme de la protection sociale et sur l'emploi, le Gouvernement britannique a introduit de nouvelles mesures propres à réduire le chômage parental et à améliorer le niveau d'études des enfants, deux facteurs qui, plus qu'aucun autre, peuvent transformer la vie des enfants défavorisés et de leurs familles. Le prochain livre vert sur la justice sociale donnera de plus amples détails sur ces mesures et sur l'approche adoptée par les autorités pour s'attaquer aux inégalités. En outre, des mesures ciblées sont prises pour aider les personnes à trouver un emploi et à progresser dans leur carrière ainsi que pour réduire le coût de la vie, par exemple en augmentant le salaire minimum national et en relevant l'abattement individuel d'impôt.

52. En Irlande du Nord, l'Exécutif a mis en place un programme de versement d'allocations supplémentaires pour aider les groupes qui passent au nouveau système de protection sociale. Il a alloué 501 millions de livres à un ensemble de mesures destinées à faciliter une transition en douceur, en apportant par exemple un soutien financier aux personnes handicapées, à celles qui prennent en charge des personnes handicapées et aux familles avec enfants. La loi de 2010 sur les perspectives de vie prévoit la publication par l'Exécutif d'une Stratégie sur la pauvreté des enfants, qui devra faire l'objet d'un rapport annuel et être examinée et révisée tous les trois ans. La stratégie actuelle, publiée en mars 2016, vise à la fois à réduire le nombre d'enfants vivant dans la pauvreté et à atténuer les effets de la pauvreté sur les enfants. Un programme de révision des allocations est en place

depuis 2013 pour faire en sorte que tous les individus et ménages reçoivent la totalité des allocations de sécurité sociale auxquelles ils ont droit.

53. Le Gouvernement écossais a investi 296 millions de livres entre 2013 et 2016 dans le Fonds de protection sociale, les aides personnalisées au logement, un programme de réduction des taxes municipales et d'autres mesures telles que des conseils et des activités de sensibilisation. En outre, il a débloqué plus de 100 millions de livres en 2016 et 2017 pour couvrir les dépenses au titre de ces initiatives. Le plan d'action « Pour une Écosse plus juste », lancé par les autorités en octobre 2016, repose sur cinq objectifs ambitieux à atteindre d'ici à 2030 : une Écosse plus juste pour tous; l'élimination de la pauvreté des enfants; un départ prometteur pour tous les jeunes; des conditions de travail plus justes; et des seniors épanouis. Le plan prévoit notamment : une nouvelle mission socioéconomique pour les autorités publiques; des engagements en faveur de conditions de travail à la fois satisfaisantes et flexibles; et un nouveau fonds de 29 millions de livres (dont 12,5 millions provenant de l'Union européenne) afin d'aider la population et le troisième secteur à privilégier des approches nouvelles et novatrices pour lutter contre la pauvreté.

54. Au pays de Galles, la stratégie adoptée pour lutter contre la pauvreté des enfants consiste avant tout à bâtir une économie solide qui favorise les activités de lutte contre la pauvreté, à réduire le chômage, à renforcer les compétences, à réduire les inégalités en matière de santé et d'éducation (en soutenant les plus défavorisés) et à aider les ménages à accroître leurs revenus. La *Welsh Food Poverty Alliance* a été établie, avec le soutien des autorités, entre autres pour accroître le nombre de bénéficiaires de repas gratuits dans les établissements scolaires.

Promotion de l'égalité des sexes, des droits des personnes âgées et des droits des personnes handicapées.

*Réduction de l'écart de rémunération entre les sexes*²⁸

55. L'écart de rémunération entre les sexes au Royaume-Uni est actuellement de 18,1 %, soit le niveau le plus bas jamais atteint. Il est prévu de le réduire davantage, notamment en exigeant des entreprises qui emploient plus de 250 personnes, soit environ la moitié des travailleurs, de publier des données en la matière. Les organisations seront tenues de rendre publics : l'écart de rémunération moyen entre les sexes; l'écart de rémunération médian entre les sexes; les écarts de prime moyens et médians entre les sexes; les proportions d'hommes et de femmes ayant reçu une prime; et les quartiles de rémunération. Elles doivent publier ces données tous les ans.

56. En Irlande du Nord, l'actuelle stratégie de promotion de l'égalité des sexes couvre la période 2006 à 2016. Conformément à la section 19 de la loi de 2016 sur l'emploi, les employeurs doivent publier des informations révélant s'il existe des écarts de rémunération entre les sexes parmi leurs salariés, auquel cas ils seront tenus de publier un plan d'action pour les éliminer.

57. En Écosse, l'écart de rémunération entre les sexes parmi les salariés à temps plein a diminué, tombant de 7,7 % en 2015 à 6,2 % en 2016. En février 2016, le nombre de salariés à partir duquel les autorités publiques répertoriées doivent communiquer leurs écarts de rémunération entre les sexes et publier des déclarations sur l'égalité de rémunération et la ségrégation des emplois a été ramené de 150 à 20.

58. Le Gouvernement gallois a introduit une obligation stricte d'égalité dans le secteur public pour gommer les différences de rémunération et d'emploi, et en particulier les écarts de rémunération entre les sexes. Tous les employeurs du

secteur public doivent présenter chaque année un rapport sur les disparités de rémunération et s'employer à résorber les différences d'emploi et de rémunération.

Droits des personnes âgées

59. Le Gouvernement britannique a étendu le droit de demander des conditions de travail flexibles à tous les salariés remplissant les conditions requises et a introduit l'affiliation automatique à un régime de retraite professionnel, entre autres mesures. La loi de 2014 sur la prise en charge privilégie l'indépendance et le bien-être, et donne aux personnes davantage de choix et de contrôle dans ce domaine. L'*Age Action Alliance*, partenariat d'organisations publiques, privées et de la société civile, s'efforce de trouver de nouveaux moyens d'améliorer les conditions de vie des personnes âgées les plus défavorisées et d'éviter que les personnes d'un âge avancé ne souffrent de privations. Le Royaume-Uni continuera aussi de participer de façon constructive aux discussions internationales sur les droits des personnes âgées, y compris celles portant sur de possibles normes supplémentaires.

60. En Irlande du Nord, les personnes âgées sont protégées par la législation nationale en matière de droits de l'homme et d'égalité, notamment par la loi sur les droits de l'homme et la section 75 de la loi de 1998 sur l'Irlande du Nord. Le Ministère de la santé veille à ce que toutes les normes élaborées ou révisées portant sur les personnes âgées et leur prise en charge aient pour socles la loi sur les droits de l'homme et la Convention européenne des droits de l'homme.

61. En Écosse, le Fonds de protection sociale aide les personnes à faible revenu qui sont dans le besoin à surmonter une crise, à faire face à une urgence ou à s'installer ou rester dans leur maison lorsqu'il y a un risque de placement en institution. La loi de 2014 sur la collaboration des organismes publics impose l'intégration locale des services de santé et d'aide sociale destinés aux adultes, de sorte que ceux qui font appel à ces services bénéficient d'une prise en charge et d'un soutien adaptés à leurs besoins. L'une des priorités de la troisième stratégie nationale triennale sur la démence, adoptée par le Gouvernement écossais, sera de diagnostiquer un plus grand nombre de personnes à un stade précoce.

62. Au pays de Galles, la Déclaration des droits des personnes âgées consacre les droits dont les personnes âgées jouissent déjà au titre de textes tels que la loi sur les droits de l'homme et la loi de 2010 sur l'égalité.

Droits des personnes handicapées

63. Le Gouvernement britannique est déterminé à permettre à toutes les personnes handicapées de tirer parti de leur potentiel et de concrétiser leurs aspirations. Un large éventail de programmes et d'initiatives sont en place pour les aider à travailler, notamment à assumer les dépenses supplémentaires auxquelles elles font face lorsque leur état de santé ou leur handicap a des répercussions sur leur façon de travailler. Les réformes de la protection sociale opérées depuis 2012 prévoient des mesures pour assurer aux personnes handicapées le soutien dont elles ont besoin. Les personnes vulnérables demandant à faire valoir leurs droits ne sont pas soumises, par exemple, au plafonnement des allocations. En avril 2017, le Gouvernement britannique s'acquittera aussi à nouveau de l'obligation qui lui incombe de par la loi d'augmenter les allocations des personnes handicapées et de celles qui les prennent en charge, pour compenser la hausse des prix. Il a également publié un livre vert sur l'emploi, la santé et le handicap et s'emploie à améliorer toujours plus l'aide apportée aux personnes handicapées en matière d'emploi, l'objectif à long terme étant de réduire de moitié l'écart induit par le handicap sur le marché du travail. Il a aussi demandé que soit réalisée une étude indépendante pour aider les personnes souffrant de troubles mentaux à s'épanouir au travail.

64. En Irlande du Nord, la Stratégie (2013-2020) et le Plan d'action (2013-2016) sur l'autisme mis en place par l'Exécutif ont pour objet d'améliorer les conditions de vie des personnes autistes et de leur famille. Les activités de réinsertion dans la société, après un long séjour en hôpital, des patients souffrant de problèmes mentaux et de troubles de l'apprentissage sont presque achevées. Il apparaît clairement que la qualité de vie des intéressés s'est fortement améliorée. Un système de transport pour personnes handicapées permet d'offrir des services de transport individuel adaptés à celles d'entre elles qui ont des difficultés à utiliser les transports publics.

65. Le Gouvernement écossais a publié le 2 décembre 2016 son nouveau plan intitulé « une Écosse plus juste pour les personnes handicapées », qui a pour objet d'éliminer les obstacles auxquels les personnes handicapées peuvent se heurter lorsqu'elles cherchent un emploi ou veulent le garder, ou souhaitent progresser dans leur carrière. Il élabore également un cadre pour soutenir les enfants handicapés et leur familles et s'engage à faire en sorte que quiconque veut travailler puisse trouver un emploi gratifiant. Soucieux d'accroître le nombre de personnes handicapées présentes sur le marché du travail, les autorités ont par ailleurs adopté une stratégie pour l'emploi des jeunes, des stratégies relatives à l'autisme et aux troubles de l'apprentissage, et un modèle d'emploi encadré.

66. Au pays de Galles, l'objectif du Cadre d'action sur la vie autonome, publié en 2013 et actuellement en cours de révision, est de promouvoir les droits des personnes handicapées et de permettre leur pleine participation à la vie sociale.

Droits syndicaux

67. La loi de 2016 sur les syndicats a été adoptée pour moderniser le cadre des relations professionnelles au Royaume-Uni. Elle a introduit, entre autres mesures, des seuils pour les votes (un taux de participation de 50 % à tous les scrutins relatifs aux actions syndicales, et un minimum de 40 % de votes favorables à l'action syndicale pour les agents de certains services publics importants). Aucune des réformes prévues dans la loi n'a pour objet d'interdire les grèves; l'objectif est qu'une grève n'ait lieu que si elle traduit la volonté claire des personnes habilitées à voter. En outre, la loi de 1992 sur la consolidation des syndicats et des relations de travail interdit toute discrimination fondée sur l'appartenance à un syndicat.

Logement

Lutte contre le sans-abrisme

68. En Angleterre, la partie 7 de la loi de 1996 sur le logement garantit un solide filet de sécurité pour les ménages vulnérables risquant de se retrouver sans abri. Les autorités locales doivent veiller à ce que des conseils et des informations sur le sans-abrisme et la prévention du problème soient disponibles gratuitement pour toute personne habitant dans leur district. Elles doivent également mettre un hébergement à la disposition des ménages qui sont sans abri pour des raisons indépendantes de leur volonté et en ont besoin en priorité. Le Gouvernement britannique a augmenté le budget alloué aux programmes de lutte contre le sans-abrisme pour le porter à 149 millions de livres jusqu'en 2019-2020, dont 20 millions serviront à financer un programme d'intervention rapide pour éviter que des personnes sans domicile fixe ne se retrouvent à la rue, et 10 millions seront utilisés pour aider 1 500 à 2 000 personnes ayant des besoins complexes, telles que les toxicomanes et les personnes atteintes de troubles mentaux, à sortir de la rue.

69. En Écosse, depuis 2012, les autorités locales estiment que toute personne se trouvant malgré elle sans abri a droit à un logement fixe. En outre, elles sont

légalement tenues de fournir au minimum à toute personne sans abri ou menacée de l'être un logement temporaire, des conseils et une assistance. Dans son combat contre le sans-abrisme, le Gouvernement écossais a misé sur l'initiative globale et centrée sur la personne, appelée *Housing Options*, qui s'efforce d'intervenir au plus vite et d'envisager toutes les solutions d'occupation possibles. L'ordonnance de 2014 sur les personnes sans abri ou occupant un logement inadapté décrit les normes d'hébergement jugées inadaptées aux ménages avec enfants ou femmes enceintes, sauf circonstances exceptionnelles.

70. Au pays de Galles, en vertu de la loi de 2014 sur le logement, il incombe désormais aux autorités locales d'aider toute personne qui remplit les conditions requises à échapper au sans-abrisme, quelle que soit la composition de sa famille et sa situation personnelle et des orientations révisées ont été élaborées à cet effet. En 2015 et 2016, 5,6 millions de livres supplémentaires ont été distribués sous la forme de subventions pour la prévention du sans-abrisme afin d'aider les autorités locales à s'acquitter de leurs nouvelles fonctions. La loi de 2016 sur la location de logements a été introduite pour faciliter la location d'un logement.

Tziganes et Travellers

71. Le Royaume-Uni s'est doté d'un cadre juridique solide et bien établi, qui protège toutes les personnes, y compris les Tziganes et les Travellers, contre la discrimination raciale et les autres formes de discrimination.

72. Les autorités locales ont pour mission de prévoir dans leur plan d'aménagement un nombre suffisant d'aires d'accueil destinées aux Tziganes et aux Travellers. Dans cette optique, elles doivent évaluer, en toute objectivité, les besoins des gens du voyage et recenser un nombre de sites disponibles pour une durée de cinq ans, qui réunissent les conditions voulues pour répondre à ces besoins. En novembre 2016, le Gouvernement britannique a annoncé qu'il allouerait 1,4 milliard de livres supplémentaires au Programme 2016-2021 d'accession partielle à la propriété et de logements abordables. Les sites destinés aux gens du voyage seront financés grâce au volet du Programme relatif à la location de logements à un tarif abordable.

73. En Irlande du Nord, la Stratégie 2015-2025 pour l'égalité raciale souligne que des programmes de travail spécifiques pourraient s'imposer pour relever les défis et remédier aux vulnérabilités auxquels se heurtent certains groupes comme les Travellers irlandais et les Roms. La Direction du logement d'Irlande du Nord établit à des fins de gestion une évaluation détaillée des besoins d'hébergement des gens du voyage.

74. En 2016-17, le Gouvernement écossais a alloué plus de 200 000 livres à des organisations travaillant auprès des Tziganes/Travellers. Il a aussi publié des normes de qualité minimales pour les lieux d'hébergement dédiés à ces derniers et rappelé les principaux droits et devoirs des occupants de ces lieux. La loi de 2001 sur le logement oblige les autorités locales à élaborer une stratégie d'hébergement dans leur région, étayée par une évaluation de l'offre de logements et de services connexes.

75. Au pays de Galles, la loi de 2016 sur le logement oblige les autorités locales à prévoir des aires d'accueil pour les Tziganes et les Travellers de manière à répondre aux besoins mis en évidence dans les évaluations relatives à l'hébergement de ces groupes. Il s'agit notamment de mettre en place des lieux de résidence et de transit qui soient conformes aux normes actualisées figurant dans les directives du Gouvernement gallois sur la conception d'aires d'accueil pour les Tziganes et les Travellers. Depuis 2012, environ 12 millions de livres ont été investis sous la forme

de subventions dans l'ouverture de deux nouveaux sites, l'extension de 5 sites existants et la remise en état de nombreux autres. Des instructions ont également été publiées pour améliorer la situation sanitaire des Tziganes et les Travellers ainsi que le soutien éducatif qui leur est apporté.

Protection des droits de l'enfant²⁹

Angleterre

76. La législation et les politiques en vigueur continuent de donner effet aux droits et obligations contenus dans la Convention relative aux droits de l'enfant, laquelle est dûment prise en considération lorsqu'il s'agit d'élaborer une nouvelle loi ou politique. Lorsqu'ils sont confrontés à une question touchant à l'éducation d'un enfant, les tribunaux sont tenus de prendre en compte en premier lieu le bien être de ce dernier, conformément à la loi de 1989 sur les enfants. Tous les enfants qui font l'objet d'une procédure de placement sont représentés par un tuteur et un avocat. Des tribunaux spécialisés s'occupent des cas des enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux et des procédures de plainte détaillées peuvent être activées pour les enfants qui ne sont pas satisfaits de leur placement ou de leur éducation. La loi de 2014 sur les enfants et les familles a donné une plus grande indépendance au Commissaire chargé des enfants, qui peut désormais fournir des conseils ou une assistance aux enfants pris en charge par les services sociaux ou vivant éloignés de leur famille, et suivre ainsi l'efficacité des services de plaintes et de défense réservés aux enfants.

77. Depuis 2011, l'écart de résultats entre les élèves défavorisés et leurs camarades s'est réduit à la fois au cours du deuxième cycle d'études (11 ans) et du quatrième cycle (16 ans). Les primes aux élèves, qui se sont chiffrées au total à 2,5 milliards de livres sterling en 2016, constituent pour les établissements scolaires un apport de capital supplémentaire pour améliorer les résultats des élèves défavorisés, quelles que soient leurs capacités. Le Gouvernement britannique a alloué 137 millions de livres sterling à l'*Education Endowment Foundation* pour alimenter la base de données sur les meilleurs moyens d'améliorer les résultats scolaires des élèves défavorisés et en informer les établissements scolaires.

78. Le Gouvernement du Royaume-Uni ne tolère aucun acte de violence à l'égard des enfants et dispose de lois très claires pour faire face à de tels actes. Mais les parents ne doivent pas être poursuivis s'ils administrent à leur enfant une légère correction pour contrôler son comportement. L'argument du « châtimement raisonnable » ne peut être invoqué que lorsqu'il s'agit de voies de fait légères; il ne peut être utilisé dans les cas d'agression entraînant des lésions corporelles réelles ou graves, ou de cruauté envers un enfant.

Irlande du Nord

79. En mars 2016, le Ministère de la santé a publié une mise à jour des instructions visant à encourager la coopération pour protéger les enfants et les jeunes en Irlande du Nord. Ces instructions servent de cadre régional pour la protection des enfants et des jeunes, couvrant toute la gamme d'activités de promotion, de prévention, d'intervention précoce et de protection entreprises par les secteurs public, privé, indépendant, communautaire, caritatif, confessionnel et associatif. La stratégie pour les enfants et les jeunes de l'Exécutif d'Irlande du Nord vise à garantir de meilleurs résultats en faveur des enfants et des jeunes; à faciliter un renforcement de la coopération entre tous les organes et parties concernés; et à assurer une meilleure exécution des activités, des programmes et des politiques. La loi de 2016 sur le harcèlement scolaire définit le terme harcèlement; exhorte tous les établissements scolaires à centraliser l'enregistrement des incidents relevant du

harcèlement, leurs motifs et leur issue; et exige du Conseil d'administration qu'il prenne en charge collectivement l'élaboration, la mise en œuvre, le suivi et l'examen périodique des politiques et procédures de lutte contre le harcèlement dans les établissements scolaires.

80. La loi de 2016 relative aux besoins spéciaux en matière d'éducation et aux handicaps fait obligation à l'*Education Authority* de tenir compte de l'avis de l'enfant lorsqu'il s'agit de prendre des décisions concernant ses besoins spéciaux en matière d'éducation. Elle octroie également de nouveaux droits aux enfants ayant dépassé l'âge de la scolarité obligatoire, leur conférant une plus grande indépendance, notamment un droit à la médiation et un droit d'appel.

81. La loi sur les châtiments corporels est conforme à celle de l'Angleterre et du pays de Galles depuis septembre 2006. Des dispositions législatives et des règles sont également en place qui interdisent les châtiments corporels dans les foyers pour enfants, les garderies et dans le cadre de placements familiaux. Parmi les mesures visant à encourager des pratiques parentales positives et à prôner d'autres formes de discipline figurent notamment la publication de brochures d'information, qui fournissent des conseils, un appui et des contacts utiles pour les parents et les aidants.

Écosse

82. La loi de 2016 sur les enfants et les jeunes impose des devoirs particuliers aux Ministres écossais, qui sont incités à prendre des mesures pour donner davantage de poids à la Convention relative aux droits de l'enfant; à faire mieux connaître et comprendre les droits de l'enfant; et à rendre compte tous les trois ans au Parlement des progrès accomplis et des plans pour les trois années suivantes. Par ailleurs, la loi fait obligation à un large éventail d'autorités publiques, y compris les collectivités locales et les conseils de santé, de rendre compte, tous les trois ans, des mesures qu'ils ont prises au cours de cette période pour améliorer l'impact de la Convention. Lorsqu'elles entreront en vigueur, les dispositions de cette loi habiliteront le Commissaire à l'enfance et à la jeunesse pour l'Écosse à mener des enquêtes au nom de l'enfant.

83. Le Gouvernement écossais a lancé le *Scottish Attainment Challenge*, qui vise à assurer l'équité dans les résultats scolaires, en s'attelant plus particulièrement à combler les écarts liés à la pauvreté. Cette initiative est financée par l'*Attainment Scotland Fund*, d'un montant de 750 millions de livres, actuellement consacré à venir en aide aux établissements scolaires et aux collectivités locales qui recensent le plus grand nombre d'élèves vivant dans des zones défavorisées. Dès 2017-2018, ce fonds fournira un appui supplémentaire aux établissements scolaires en fonction du nombre d'élèves ayant droit aux repas scolaires gratuits, et touchera environ 95 % des établissements écossais. Les autorités prennent en charge les frais d'inscription des étudiants domiciliés en Écosse et des étudiants de l'Union européenne qui réunissent les conditions requises, à condition qu'ils étudient à temps plein dans un établissement d'enseignement supérieur écossais pour obtenir le Higher National Certificate/Diploma (certificat/diplôme national d'enseignement supérieur) ou une licence. Les bourses et les prêts étudiants permettent de garantir que les étudiants domiciliés en Écosse qui fréquentent l'université sont en mesure de subvenir à leurs besoins. En outre, une garantie de revenu minimum permet d'assurer une allocation de subsistance aux étudiants issus des familles les plus pauvres.

84. La législation écossaise en vigueur interdit de punir les enfants en les secouant, en les frappant à la tête ou en utilisant un ustensile. Le Gouvernement écossais reste opposé aux châtiments corporels infligés aux enfants mais n'a pas

l'intention de proposer une législation qui abrogerait toutes les garde-fous juridiques et interdirait les châtements corporels, les parents risquant dans ce cas d'être exposés à des poursuites pour avoir administré une légère correction à leurs enfants.

Pays de Galles

85. La loi de 2011 sur les droits des enfants et des jeunes fait obligation aux Ministres gallois de prendre dûment en considération la Convention relative aux droits de l'enfant dans l'exercice de leurs fonctions. Le plan de 2014 relatif aux droits de l'enfant décrit les dispositions que le Gouvernement gallois a prises pour se conformer à cette obligation, telles qu'une étude d'impact relative aux droits de l'enfant.

86. La proposition publiée en 2014 sous l'intitulé « Réécrire l'avenir : élever le niveau d'ambition et de réussite dans les établissements scolaires gallois » expose ce que les établissements scolaires, en collaboration avec les parents/aidants, peuvent faire pour surmonter les obstacles auxquels les enfants issus de milieux défavorisés sont confrontés. La bourse dédiée aux élèves défavorisés apporte un soutien financier aux établissements scolaires, en vue de pallier les conséquences de la pauvreté sur la réussite scolaire, et d'aider les enfants qui font l'objet d'un suivi. Au cours de la période 2015-16, une bourse dédiée aux jeunes élèves défavorisés a été mise en place pour aider les écoliers de 3 à 4 ans qui remplissent les conditions requises. En 2014, le Gouvernement gallois a introduit l'initiative « Voyager ensemble », qui regroupe un ensemble de ressources pour promouvoir l'intégration de la culture Tzigane/Traveller dans le programme national du pays de Galles.

87. Le Gouvernement gallois est déterminé à faire avancer, en associant tous les partis, une législation qui permettra de supprimer tout moyen de défense du châtement raisonnable. La législation proposée fera partie d'une série plus vaste de mesures visant à promouvoir des pratiques parentales sans violence. Elle vise à favoriser une évolution des comportements et s'appuiera pour ce faire sur les concepts et les outils de la parentabilité positive.

Promotion de la santé³⁰

88. Le Service national de santé (National Health Service (NHS)) reste un service universel pour tous les résidents qui remplissent les conditions et accessible en fonction des besoins des patients et non pas de leur solvabilité. La loi de 2012 sur la santé et les services sociaux a introduit l'obligation juridique de prendre en considération la nécessité de réduire les inégalités dans les prestations fournies par les services de santé. Les résultats en matière de santé, tels que l'espérance de vie, se sont améliorés pour toutes les composantes de la population et, bien que des inégalités demeurent, des progrès ont été faits dans la réduction des écarts en matière de mortalité infantile, de maladies coronariennes et de cancer. En 2012, le Gouvernement britannique a également mis en place une stratégie de prévention du suicide, dans le cadre de laquelle 1,5 million de livres sterling ont été alloués pour des travaux de recherche, et il met actuellement en œuvre les recommandations de l'étude indépendante sur la santé mentale, intitulée « Perspectives sur cinq ans », afin de réduire le taux de suicide national de 10% d'ici à 2020/21 et d'appliquer les plans interinstitutions de prévention du suicide dans les centres locaux du NHS d'ici à 2017. Il prévoit aussi d'investir 1,4 milliard de livres supplémentaires d'ici à 2020 aux fins de l'amélioration des services de santé mentale dédiés aux enfants et aux adolescents. Les détenus ont le droit de recevoir du NHS des traitements et des services de nature et de qualité équivalentes à ceux dont bénéficient toute personne au sein de la communauté, notamment pour des problèmes de santé mentale, les

soins et traitements leur étant administrés en fonction des besoins cliniques. Les services de liaison et déjudiciarisation interviennent à un stade précoce dans le cas des personnes de tous âges confrontées au système de justice pénale pour la première fois, et informent les décideurs au sein de ce système lorsqu'ils prononcent des sentences contre des personnes qui leur ont été signalées. Ces services, qui sont présents dans les postes de police et les tribunaux de la moitié de l'Angleterre, aident les magistrats, lors de la détermination de la peine, à orienter les délinquants vulnérables vers les lieux de prise en charge les plus adaptés, ce qui permet notamment de remplacer la mise en détention par un traitement en milieu communautaire.

89. En Irlande du Nord, un cadre relatif à la santé publique, intitulé « Pour une vie meilleure », donne des orientations sur les mesures à prendre pour améliorer la santé et réduire les inégalités en la matière. Il s'appuie sur plusieurs stratégies et plans d'action visant à promouvoir la santé, notamment en luttant contre le tabagisme, l'alcoolisme et la toxicomanie, entre autres priorités sanitaires. En mars 2016, le Département de la santé a publié des directives concernant l'interruption de grossesse à l'intention des professionnels de la santé et des travailleurs sociaux.³¹ Ces directives visent à donner à ces praticiens des précisions sur la législation qui encadre l'interruption de grossesse en Irlande du Nord. Les Ministres de la santé et de la justice examinent actuellement des recommandations visant à améliorer la prise en charge des femmes pour lesquelles une anomalie fœtale mortelle a été diagnostiquée. La loi de 2016 sur la capacité mentale a reçu la sanction royale en mai 2016; le Ministère de la santé a commencé à prendre des mesures aux fins de sa mise en œuvre.

90. Toute personne vivant en Écosse est légalement habilitée à s'inscrire auprès d'un médecin généraliste pour bénéficier des services médicaux généraux du NHS. Le Gouvernement écossais a pris des mesures pour s'attaquer aux causes profondes des inégalités, notamment en réalisant des investissements dans des programmes de logements abordables, en proposant des repas scolaires gratuits et en préservant la gratuité des médicaments et des soins et les subventions pour frais de transport. Dans le même temps, il a engagé des actions décisives pour lutter contre la consommation d'alcool, réduire le tabagisme, encourager un mode de vie actif et une alimentation saine et améliorer les services de santé mentale grâce à de nouveaux investissements. En 2011, il a lancé la stratégie pour l'autisme en Écosse, qui revêt désormais la forme d'une approche axée sur quatre résultats clefs et visant à garantir que les personnes atteintes d'autisme jouissent des mêmes droits que les autres citoyens. En 2013, il a lancé la stratégie « Les clefs pour la vie », qui met l'accent sur la réduction des inégalités dont sont victimes les personnes rencontrant des difficultés d'apprentissage. Il a investi 150 millions de livres aux fins de l'amélioration de la santé mentale et met actuellement au point une nouvelle stratégie dans ce domaine, qui définira les objectifs pour les 10 prochaines années et déterminera la manière de transformer les services concernés. Il met actuellement en œuvre la loi de 2015 sur la santé mentale et encouragera le recours aux services de défense indépendants et aux directives anticipées, ainsi qu'une approche fondée sur les droits, dans les instructions qui seront publiées sur l'utilisation de la législation relative à la santé mentale. L'administration pénitentiaire écossaise a financé la formation des agents affectés aux services psychiatriques, de façon à les préparer à prendre en charge des détenus ayant un comportement difficile ou des troubles de la personnalité. Par ailleurs, le NHS gère un service de proximité dans l'ensemble des établissements pénitentiaires écossais, en mettant à disposition à la fois des experts psychiatriques et des psychiatres pour adultes. Plusieurs organismes du troisième secteur fournissent également des services et un appui supplémentaires aux détenus ayant des problèmes de santé mentale. Le 29 novembre 2016, l'administration

pénitentiaire écossaise a lancé sa nouvelle stratégie de prévention du suicide, intitulée « Parle-moi », qui vise à permettre à l'ensemble de la communauté pénitentiaire de travailler de concert pour recenser les personnes vulnérables, échanger des informations et inciter les personnes « à risque » à accepter d'être aidées.

91. Le Gouvernement gallois s'est engagé à placer les besoins, les droits et les contributions des personnes présentant des caractéristiques protégées au cœur de la conception et du fonctionnement de tous les services publics, notamment des services de santé et de santé mentale. Les objectifs seront présentés chaque année. La loi de 2014 sur les services sociaux et le bien-être oblige toute personne qui exerce ses fonctions en vertu de la loi à tenir compte de la Convention relative aux droits de l'enfant et aux Principes des Nations Unies pour les personnes âgées. En 2015, les autorités ont annoncé qu'elles investiraient 7,65 millions de livres par an dans les services de santé mentale pour les enfants et les adolescents. La stratégie intitulée « Tous ensemble pour la santé mentale » a été publiée en 2012; il s'agit d'une stratégie sur 10 ans visant à améliorer la santé mentale et le bien-être, ainsi que la prise en charge et le traitement des personnes qui ont recours aux services de santé mentale, des aidants et des familles.

Promotion du développement dans les territoires d'outre-mer³²

92. Le Royaume-Uni s'est engagé à consacrer 0,7 % de son revenu national brut à l'aide publique au développement. Les objectifs mondiaux, qui sont au cœur de la stratégie d'aide du Royaume-Uni, reflètent l'engagement du pays à obtenir des améliorations réelles et quantifiables en matière de respect des droits économiques, sociaux et politiques. Un éventail de programmes d'aide protègent et encouragent les droits fondamentaux dans divers domaines, tels que les femmes et les filles, la santé, la paix, la sécurité et la justice.

V. Territoires dépendants de la Couronne et territoires d'outre-mer

93. Le cadre juridique relatif à la protection et à la promotion des droits de l'homme ainsi qu'à la lutte contre la discrimination dans les territoires dépendants de la Couronne et les territoires d'outre-mer³³ demeure globalement tel qu'il figure dans le document de base de 2014.³⁴ Les principaux faits nouveaux intervenus depuis 2012 sont résumés ci-après.

Dépendances de la Couronne

94. Le programme relatif à l'égalité et aux droits de Guernesey prévoit aujourd'hui plusieurs domaines d'action spécifiques, concernant notamment le handicap et l'inclusion, la santé mentale, le congé parental partagé et le vieillissement. Une loi sur le mariage homosexuel a été introduite en 2016, octroyant aux couples homosexuels mariés les mêmes droits et responsabilités qu'aux couples hétérosexuels, ainsi que l'allocation de maternité et le droit au congé pour adoption prévus par la loi. En 2016, l'île de Sark a introduit une nouvelle loi sur l'enfance, qui énonce les responsabilités des parents et des autres personnes qui s'occupent d'enfants, conformément aux principes énoncés dans la Convention relative aux droits de l'enfant.

95. En 2014, le Protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants a été étendu à l'île de Man. Des progrès ont été réalisés en 2016, avec l'entrée en vigueur des

dispositions de la loi de 2016 sur la discrimination fondée sur le handicap (île de Man). Toujours en 2016, l'île de Man a adopté et promulgué la loi modifiée de 2016 sur le mariage et le partenariat civil, autorisant les couples homosexuels à se marier et les couples hétérosexuels à s'unir sous le régime du partenariat civil. Un projet de loi détaillé sur l'égalité, étroitement calqué sur la loi de 2010 sur l'égalité, a été introduit au Tynwald (Parlement de l'île de Man).

96. En 2014, la Convention relative aux droits de l'enfant, le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés et le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants ont été étendus à Jersey. Le Gouvernement de Jersey a introduit la loi de 2013 sur la discrimination, qui interdit la discrimination fondée sur certaines caractéristiques protégées, à savoir la race, le sexe, l'orientation sexuelle, le changement de sexe, ainsi que la grossesse et la maternité. En 2015, la police de Jersey a présenté un nouvelle politique sur les crimes inspirés par la haine, qui met davantage l'accent sur toutes les infractions signalées pouvant avoir été motivées par une hostilité ou des préjugés fondés sur la race, la religion, l'orientation sexuelle, le handicap ou le sexe.

Territoires d'outre-mer

97. Le Gouvernement britannique compte toujours que les territoires d'outre-mer respectent les mêmes normes fondamentales relatives aux droits de l'homme que le Royaume-Uni. Des progrès constants ont été réalisés depuis 2012, mais les Gouvernements du Royaume-Uni et des territoires d'outre-mer reconnaissent que des travaux et un appui supplémentaires sont nécessaires pour concrétiser cet objectif. Jusqu'ici, un ou plusieurs traités de l'ONU ont été étendus à la plupart des territoires d'outre-mer peuplés, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, la Convention relative aux droits de l'enfant et la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes. Ces six traités ont notamment tous été étendus aux îles Vierges britanniques, aux îles Caïmanes, aux îles Falkland et aux îles Turques et Caïques. En mars 2016, la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes a été étendue à Anguilla et aux îles Caïmanes. À l'occasion du Conseil ministériel conjoint sur les territoires d'outre-mer, qui s'est tenu en novembre 2016, le Royaume-Uni et les Gouvernements des territoires d'outre-mer sont convenus de travailler ensemble pour progresser dans l'extension des six traités de l'ONU relatifs aux droits de l'homme susmentionnés et procéder à un examen des réserves ayant été émises au nom des territoires d'outre-mer. En outre, des travaux conjoints seront menés pour continuer de développer les capacités des institutions nationale de défense des droits de l'homme des territoires d'outre-mer, conformément aux Principes de Paris, et pour promouvoir une meilleure compréhension des obligations internationales relatives aux droits de l'homme.

98. Le 16 novembre 2016, le Gouvernement britannique a annoncé sa décision de ne pas autoriser les Chagossiens à revenir sur le Territoire britannique de l'océan Indien, invoquant des raisons de faisabilité, d'intérêts en matière de défense et de sécurité et de coût pour les contribuables britanniques. Il a examiné attentivement les aspects pratiques de l'installation d'une petite communauté éloignée sur des îles situées à basse altitude et les défis auxquels cette communauté serait confrontée. Il s'emploiera plutôt à contribuer à l'amélioration des moyens de subsistance des Chagossiens dans les communautés où ils vivent aujourd'hui, et allouera environ 40 millions de livres à cet effet au cours des 10 prochaines années.

Notes

- ¹ http://tbinternet.ohchr.org/_layouts/TreatyBodyExternal/countries.aspx.
- ² http://lib.ohchr.org/HRBodies/UPR/Documents/Session13/GB/UKMidTermReport_Aug2014.doc.
- ³ UPR recommendations 110.43, 110.59, 110.60, 110.90, 110.91.
- ⁴ UPR recommendations 110.72-110.76, 110.99.
- ⁵ UPR recommendations 110.58, 110.118-110.121.
- ⁶ UPR recommendation 110.83.
- ⁷ UPR recommendations 110.54-110.57.
- ⁸ UPR recommendation 110.12.
- ⁹ ICERD, ICCPR, ICESCR, CAT, CEDAW, CRC, CRPD.
- ¹⁰ OPCAT, ICCPR-OP2, CRC-OP-AC, CRC-OP-SC, CEDAW-OP, CRPD-OP.
- ¹¹ UPR recommendations 110.4, 110.6-110.8, 110.11-110.13, 110.30, 110.31.
- ¹² UPR recommendations 110.1, 110.5, 110.26.
- ¹³ UPR recommendation 110.48.
- ¹⁴ UPR recommendations 110.14-110.19, 110.20-110.26, 110.28.
- ¹⁵ UPR recommendation 110.3.
- ¹⁶ UPR recommendations 110.33, 110.67, 110.68.
- ¹⁷ 18 November 2016.
- ¹⁸ As at 26 January 2017.
- ¹⁹ UPR recommendations 110.72-110.76, 110.99.
- ²⁰ UPR recommendations 110.43, 110.59, 110.60, 110.90, 110.91.
- ²¹ UPR recommendations 110.58, 110.118-110.121.
- ²² UPR recommendation 110.83.
- ²³ UPR recommendations 110.54-110.57.
- ²⁴ UPR recommendation 110.12.
- ²⁵ UPR recommendations 110.86-110.89, 110.94-110.96.
- ²⁶ UPR recommendation 110.42, 110.101.
- ²⁷ UPR recommendation 110.41.
- ²⁸ UPR recommendations 110.40, 110.52, 110.62-110.65.
- ²⁹ UPR recommendations 110.9, 110.10, 110.38, 110.78-110.80, 110.106.
- ³⁰ UPR recommendation 110.102.
- ³¹ UPR recommendation 110.77.
- ³² UPR recommendation 110.129.
- ³³ UPR recommendations 110.2, 110.45.
- ³⁴ Respectively pages 115-147, and 40-115 of CD2014.